

J'ai une raison supplémentaire de ne pas être Charlie : Obono !



J'ai aujourd'hui une raison supplémentaire de ne pas « être Charlie » ; c'est que ceux-ci, producteurs à la chaîne, ce qui est tout à fait leur droit, de caricatures jusques et y compris ordurières parfois, ont fait sans honte chorus, car Charlie est de gôche, n'est-ce pas, avec tout ce que la France compte de bien-pensants de gauche, de droite, du centre et d'ailleurs, pour tomber à bras raccourcis sur l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles* au prétexte de « racisme ».

Or, ou bien ces gens n'ont pas lu le feuilleton, ou bien ils ont fait semblant de ne pas le comprendre, ce qui, dans l'un comme dans l'autre cas, est le signe indubitable de leur malhonnêteté intellectuelle ; c'est qu'en effet ledit feuilleton mettait en scène, au XVIII^e siècle, en tant qu'esclave effectivement, la chère Obono, justement parce qu'elle et ses complices indigénistes passent leur temps à se dire descendants d'esclaves et victimes des Blancs d'alors et de leurs descendants d'aujourd'hui ; sauf que ledit feuilleton donnait de l'esclavage et de la traite négrière la version vraie, à savoir la vente aux négriers par les « rois nègres »

eux-mêmes de leurs propres sujets ou de captifs, les négriers se contentant d'attendre, dans les « factoreries » (implantations côtières de commerce et d'échanges multiples) qu'on leur livre la marchandise (mercuriales consultables par exemple dans l'ouvrage *Voyage en Guinée et dans les îles Caraïbes en Amérique* de Paul Erdman Isert, Karthala, 1989).

Les négriers européens n'allaient pas à la chasse aux captifs, à la différence des Arabes et des tribus noires islamisées du Sahel qui eux, pratiquant des razzias, se fournissaient directement sur le terrain et ne payaient donc rien ; enfin, outrage des outrages, ladite Obono est finalement délivrée de son sort par un missionnaire appartenant à l'un de ces ordres dits « de rédemption des captifs » qui se donnaient pour tâche de racheter en espèces sonnantes et trébuchantes, à leurs possesseurs, maures notamment, pour les libérer, les esclaves qu'ils possédaient... J'ajoute que selon le feuilleton, son dernier maître n'a même pas abusé d'elle ; des mauvais esprits diront qu'il n'y a vraiment pas de quoi s'étonner... La vérité feuilletonesque m'oblige à dire qu'en vérité, ce maître arabe était, chose qui selon Alexandre Vialatte remonte, comme bien d'autres, à la plus haute antiquité, quelque peu « gay » !

Est-il utile de préciser qu'à mes yeux, l'Obono qui hier encore « niquait la France », ne mérite aucun égard. Son retour au Gabon, d'où elle est venue de son plein gré sans corde au cou, serait une excellente chose. On peut penser, ne serait-ce que parce qu'elle n'avait pas craint de se plaindre de ses émoluments de misère en tant que député (25 000 € par mois au minimum plus les avantages) qu'elle n'en fera rien, résolue à endurer au quotidien les souffrance qu'on lui inflige, à elle et à ses semblables, dont on se demande bien pourquoi ils sont aussi nombreux, sachant à quels mauvais traitements ils s'exposent, à vouloir eux aussi venir se faire maltraiter.

Jean-Pierre Dupont

NB : pour 32,00 € frais de port compris, n'hésitez pas à lire *Esclavage, l'histoire à l'endroit*, dernier ouvrage de Bernard Lugan.

Non, dimanche, je ne serai pas Charlie...

D'abord, parce que les malheureuses victimes de cette tuerie n'en croiraient pas leurs yeux, s'ils pouvaient y assister, et seraient morts de rire, ce qui eût été préférable, de voir le gotha de la politicaillerie se rassembler pour rendre hommage à ceux qui, à juste titre, les conchiaient de semaine en semaine, sans égards, sans remords et sans scrupules ;

Ensuite parce qu'il est plus que révoltant de constater que ces politicards pourris, ces journaliste véreux et vilipendés, assistés de toutes sortes de « bêtes à bon dieu » affublées d'oripeaux ridicules et de costumes carnavalesques, vont essayer d'exploiter la légitime émotion du peuple français en y allant de leurs discours aussi creux que larmoyants afin de tenter de récolter quelques voix de plus aux élections qui se profilent et de conforter ainsi leur train de vie déjà très correct, tout en se ménageant une retraite heureuse et exempte de tous soucis pécuniaires ; même écœurant est un vocable trop faible pour qualifier le comportement de cette « merde en bas de soie », selon une formule célèbre, que le sort de la Nation indiffère au plus haut point ;

Surtout parce que toute cette funeste engeance va essayer ainsi de se dédouaner de ce qui est son indéniable responsabilité, à savoir être aussi coupables que les criminels eux-mêmes dans les tueries de « Charlie » et de la « Porte de Vincennes » ; car ce sont eux qui, depuis plus de cinquante ans, ont tout fait pour favoriser l'islamisation de la France ; coupables, car contrairement à ce qu'ils affirment de façon mensongère et réitérée, l'islam et l'islamisme sont parents comme le sont père et fils ; l'islamisme naît, croît et ne prospère qu'en terre musulmane, terres déjà conquises ou terres en voie de conquête comme c'est le cas pour presque

toute l'Europe ; sans islam, sans « peuple » ou « communauté » musulmane installée, pas d'islamisme ; à preuve : outre les pays islamisés de longue date, n'est-ce pas dans les pays qui ont accueilli récemment des migrants musulmans (USA, Canada, Australie, Royaume-Uni, Belgique, France, Allemagne, Espagne, Italie, certains pays nordiques, etc.) que le terrorisme islamique se développe ? Dans les pays où il n'y a pas de « communauté » musulmane, il n'y a pas d'islamisme ; a-t-on entendu parler d'islam ou d'islamisme en Amérique du Sud ? Non. Pourquoi ? Parce que ce territoire est exempt de musulmans...

Parce que, enfin, je ne veux pas entendre pour la x^e fois le discours doucereux, ronronnant, lénifiant, qui dit qu'il ne faut pas amalgamer, stigmatiser, confondre, etc., merveilleuse « boîte à outils sans usage » commune à tous nos dirigeants, de droite comme de gauche, dont le slogan en tout et depuis toujours est « qu'on ne peut rien faire », mais qui clament haut et fort qu'il faut les élire à nouveau pour qu'ils puissent continuer.

Persiste et signe.

Toulouse, le 10 janvier 2015.

Jean-Pierre Dupont